Licence Droit

Parcours Droit / Valence

Présentation

L'objectif de la licence Droit est de former des juristes généralistes, maîtrisant à la fois les principales règles de méthodologie et le raisonnement juridiques. Elle fournit un socle de connaissances juridiques ainsi qu'une solide culture générale indispensables pour être en mesure d'envisager les évolutions de la discipline.

La licence Droit a vocation à permettre aux étudiants de poursuivre leurs études au niveau master afin d'accéder à l'ensemble des professions juridiques supérieures. Elle offre cependant un ensemble de connaissances et de compétences susceptible d'être mis en œuvre dans l'exercice de certaines professions juridiques ou dans des carrières administratives accessibles par concours au niveau licence.

La formation a pour objectif de permettre à l'étudiant d'acquérir les compétences suivantes :

- Acquisition de la méthode juridique et apprentissage du travail en autonomie
- Acquisition de la méthode de la recherche documentaire
- Renforcement de la culture générale et acquisition de la culture juridique permettant d'envisager une poursuite d'études en master ou de s'orienter vers des formations professionnalisantes
- Compétences linguistiques (formation en groupe de travaux dirigés et formation individuelle par Mooc)
- Compétences du C2i (Certificat Informatique et Internet)

Admission

Conditions d'admission

La première année de licence est accessible de droit aux candidats titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence (DAEU, capacité en droit...).

La deuxième et la troisième année sont accessibles de droit aux étudiants titulaires de 60 ou 120 crédits obtenus dans ce même cursus ou bien sur dossier via une validation d'acquis ou d'études selon les conditions déterminées par l'université ou la formation.

Candidature

Vous souhaitez candidater et vous inscrire à cette formation ?

Pour la formation initiale ou continue : Laissez-vous guider simplement en suivant ce lien.

Pré-requis obligatoires

Il est attendu des candidats en licence mention Droit :

- Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la maîtrise de la langue française, écrite et orale, par le candidat. Le droit est une discipline où les qualités oratoires (la « plaidoirie ») et les qualités rédactionnelles (rédaction de courriers, d'actes juridiques, etc.) sont fondamentales. La précision qu'appelle le raisonnement juridique implique que le candidat maîtrise, ab initio, les fondamentaux de la langue.
- Disposer d'aptitudes à la compréhension, à l'analyse et à la synthèse d'un texte. Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la capacité du candidat à « comprendre » l'écrit. La formation

en licence de droit requiert en effet l'analyse combinée de nombreuses sources juridiques (constitutions, lois, règlements, textes internationaux, jurisprudence, doctrine) qu'il faut pouvoir comprendre, mettre en perspective et éventuellement critiquer sur la base d'un raisonnement juridique.

- Disposer d'aptitudes à la logique et au raisonnement conceptuel. Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la capacité du candidat à produire une argumentation structurée, même relativement simple, et à raisonner sur des concepts. La formation en licence de droit requiert en effet une certaine capacité d'abstraction, de logique formelle et de déduction.
- Pouvoir travailler de façon autonome et organiser son travail. Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la capacité du candidat à travailler de façon autonome. La formation en licence de droit laisse en effet une place substantielle à l'organisation et au travail personnel. L'encadrement est souple : seule une partie limitée des enseignements est obligatoire et donne lieu à des rendus obligatoires de travaux (les travaux dirigés).
- Être ouvert au monde et disposer de connaissances linguistiques. Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, que l'étudiant ait un niveau suffisant de compétences dans au moins une langue vivante étrangère, notamment l'anglais. La formation en licence de droit s'inscrit en effet nécessairement dans un contexte juridique européen et global qui implique, au cours du cursus, d'étudier d'autres systèmes juridiques que le système national, qui sont le plus souvent en langue étrangère.
- Être intéressé par les questions historiques, sociétales et politiques. Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, que le candidat ait un niveau minimum de curiosité pour la société et le monde qui l'entourent. Le droit ne peut en effet être étudié indépendamment des réalités humaines, sociales et politiques auxquelles il s'applique.

Public cible

1. Public en formation initiale
2. Public en formation continue

Vous relevez de la formation continue : si vous reprenez vos études après 2 ans d'interruption d'études,

- ou si vous suiviez une formation sous le régime formation continue l'une des 2 années précédentes
- ou si vous êtes salarié, demandeur d'emploi, travailleur indépendant.

Si vous n'avez pas le diplôme requis pour intégrer la formation, vous pouvez entreprendre une démarche de validation des acquis personnels et professionnels (VAPP).

Pour plus d'informations, consultez la page web de la Direction de la formation continue et de l'apprentissage.

Consultez les tarifs s'appliquant aux publics de la formation continue

Poursuite d'études

Les étudiants peuvent choisir de poursuivre leurs études en master à la Faculté de droit. L'obtention d'une première année de master en droit est une condition pour présenter de nombreux examens ou concours. La seconde année de master permet, pour sa part, de terminer le cycle d'études supérieures en se spécialisant davantage.

D'autres masters nécessitant des connaissances en droit peuvent également être envisagés. Pour connaître toutes les possibilités de poursuites d'études, vous pouvez télécharger le document : " Droit : des études à l'emploi ".

Infos pratiques :

> Composante : Faculté de Droit
> Durée : 3 ans
> Type de formation : Formation initiale / continue

> Lieu : Valence - Latour Maubourg / Marguerite Soubeyran

Contacts

Responsable pédagogique

Grandemange Jean-Pierre
jean-pierre.grandemange@univ-grenoble-alpes.fr

Emilie Barbin
emilie.barbin@univ-grenoble-alpes.fr

Responsable pédagogique de la 1ère année de licence en droit Maisonnasse Floriane
Floriane.Maisonnasse@univ-grenoble-alpes.fr
Tel. 04 76 82 55 01

Secrétariat de scolarité

Scolarité Licence Droit Valence
droit-valence@univ-grenoble-alpes.fr
Tel. 04 75 86 36 92

Programme

Les enseignements à la Faculté de droit se composent de cours magistraux (en amphithéâtre, par groupes de 300 étudiants environ) et de travaux dirigés (par petits groupes d'une trentaine d'étudiants). Ces derniers ont un double objectif : permettre un contrôle continu des connaissances sanctionné par une note et préparer l'étudiant à l'examen terminal. La licence en droit s'obtient par la validation de 6 semestres d'enseignement répartis sur 3 ans.

Licence 1re année

Semestre 1

UE Matières juridiques fondamentales	18 ECTS
- Droit des personnes - Droit constitutionnel général - Histoire des institutions après 1789	
UE Matières juridiques complémentaires	9 ECTS
- Introduction au droit - Relations internationales	
UE Matières d'ouverture	3 ECTS
- Grands problèmes économiques	

Semestre 2

UE Matières juridiques fondmentales	18 ECTS
- Droit de la famille - Droit constitutionnel de la Ve République - Histoire des institutions avant 1789	
UE Matières juridiques complémentaires	6 ECTS
- Grands systèmes juridiques - Culture juridique	
UE Matières d'ouverture	6 ECTS
- Science politique - Matière optionnelle à choix obligatoire (ETC, sport ou langues)	

Licence 2e année spécialité Droit pénal

Semestre 3

UE Matières juridiques fondamentales	18 ECTS
- Droit des contrats - Droit administratif - Droit pénal général	
UE Matières juridiques complémenatires	9 ECTS
- Finances publiques - Histoire du droit des obligations	
UE Matières d'ouverture	3 ECTS

Toutes les informations de cette page sont indicatives et n'ont pas de valeur contractuelle - Mis à jour le 18 décembre 2023

- Droit comparé

- Anglais juridique

Semestre 4

UE Matières juridiques fondamentales — 12 ECTS
- Droit de la responsabilité civile
- Droit administratif

UE Matières juridiques complémentaires — 9 ECTS
- Institutions européennes
- Droit des affaires
- Droit fiscal

UE Matières d'ouverture — 6 ECTS
- Histoire du droit pénal

1 option(s) au choix parmi 0
- Economie d'entreprise
- Politique économique

UE Anglais
- Anglais juridique

Licence 2e année spécialité Droit des affaires

Semestre 3

UE Matières juridiques fondamentales — 18 ECTS
- Droit des contrats
- Droit administratif

UE Matières juridiques complémentaires — 9 ECTS
- Finances publiques
- Droit pénal général
- Histoire du droit des obligations

UE Matières d'ouverture — 3 ECTS
- Droit comparé

Semestre 4

UE Matières juridiques fondamentales — 18 ECTS
- Droit de la responsabilité civile
- Droit administratif
- Droit des affaires

UE Matières juridiques complémentaires — 6 ECTS
- Institutions européennes
- Droit fiscal

UE Matières d'ouverture — 6 ECTS
- Histoire du droit pénal

1 option(s) au choix parmi 0
- Economie d'entreprise
- Politique économique

UE Anglais

Licence 3e année

Semestre 5

UE Matières juridiques fondamentales — 12 ECTS

1 option(s) au choix parmi 2
- Régime général de l'obligation
- Droit des collectivités territoriales

1 option(s) au choix parmi 4
- Régime général de l'obligation
- Droit des collectivités territoriales
- Droit des sociétés
- Procédure pénale

UE Matières juridiques complémentaires — 15 ECTS

4 option(s) au choix parmi 6
- Régime général de l'obligation
- Droit des collectivités territoriales
- Droit des sociétés
- Procédure pénale
- Droit de l'Union européenne
- Histoire des droits de l'Homme

UE Matières d'ouverture — 3 ECTS

1 option(s) au choix parmi 2
- Philosophie et théorie du droit
- Introduction à l'analyse économique du droit

Semestre 6

UE Matières juridiques fondamentales — 12 ECTS

1 option(s) au choix parmi 3
- Droit des biens
- Droit public des affaires
- Droit des libertés fondamentales

UE Matières juridiques complémentaires — 12 ECTS

4 option(s) au choix parmi 5
- Droit des biens
- Droit public des affaires
- Procédure civile
- Droit du travail
- Droit international public

UE Matières d'ouverture — 3 ECTS
- Professionnalisation

1 option(s) au choix parmi 2
- Histoire des idées politiques
- Histoire des sources

UE Anglais — 3 ECTS

Toutes les informations de cette page sont indicatives et n'ont pas de valeur contractuelle - Mis à jour le 18 décembre 2023

- Anglais juridique